

Politiques

Les politiques monétaires et fiscales adoptées dans la plupart des pays industrialisés continuent à être axées sur la lutte contre l'inflation. Récemment, en raison de la réalisation de la plupart des objectifs de la politique monétaire, les taux d'intérêt à court terme ont diminué. Toutefois, la politique monétaire demeurera probablement intransigeante, en raison du maintien de taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis et de la persistance de taux d'inflation élevés dans bon nombre de pays industrialisés, laissant une marge de manoeuvre réduite pour un relâchement des conditions sur le marché monétaire.

Les déficits budgétaires élevés ont été la source de problèmes dans bon nombre de pays, ce qui a contribué à des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt; la même situation devrait valoir en 1982-83. En particulier, il est très important que les Etats-Unis réussissent à réduire l'ampleur du déficit budgétaire prévu pour 1983. En dépit d'une chute rapide du taux d'inflation aux Etats-Unis les taux d'intérêt réels sont demeurés à des niveaux très élevés et menacent d'étouffer la reprise dans les pays industrialisés. Les autorités américaines semblent maintenant d'avis qu'une reprise assez satisfaisante ne se produira dans leurs pays que si les taux d'intérêt tombent. Ces hauts taux d'intérêt aux Etats-Unis ont aussi résulté en une distortion des taux de change, particulièrement en ce qui concerne le yen japonais. Une certaine réduction des taux d'intérêt réels aux Etats-Unis améliorerait les perspectives de reprise non seulement dans ce pays mais aussi dans les pays, comme le Japon et l'Allemagne, où les taux d'inflation sont peu élevés. De plus ceci accorderait certaines possibilités aux autres pays de réduire à leur tour leur propres taux d'intérêt. Ceci dépendrait toutefois de leur taux d'inflation respectifs. Ces développements bénéficieraient de toute évidence au Canada et la l'économie mondiale.

Règle générale, on constate que diverses faiblesses dans la mise en oeuvre des politiques existantes ont réduit les répercussions de la restriction de la politique monétaire sur les prix et aggravé les effets néfastes sur la production et l'emploi. Ces faiblesses découlent des carences des politiques fiscales adoptées et de l'application des restrictions monétaires comme telles et sont attribuables au fait que l'on n'a pas réussi à s'attaquer aux rigidités et à d'autres problèmes structurels.

Perspectives à moyen terme

Afin d'évaluer les répercussions à moyen terme de la politique actuelle des pays industrialisés et les conséquences d'un relâchement de cette politique, un certain nombre de scénarios de rechange ont été étudiés pour la dernière moitié de la décennie. Compte tenu des politiques restrictives actuelles, on prévoit que le taux moyen de croissance des pays industrialisés n'augmentera que d'un peu plus de 3 pour cent au cours de la période de 1984-86 et, en même temps, que le taux moyen d'inflation,